

FSU84

Jun 2018, n° 104

Pour l'Enseignement, l'Education, la Recherche, la Culture, la Formation, l'Insertion
TRIMESTRIEL DE LA FSU VAUCLUSE
116 rue Carreterie, 84000 Avignon
Tel. 04 90 82 15 50 – Fax. 04 90 85 36 36 – Mail : fsu84@fsu.fr
Site internet : fsu84.fsu.fr

AVIGNON CTC

P4
LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

N° CPPAP: 0614 S 07929
N° ISSN: 1628-1071
Prix : 1,5 euro
Tirage : 1600 ex
Dir. de publication: S. Bartet
Rédacteur en chef: S. Bartet

DEPOSE LE 29/06/18

Sommaire

Page 1 : L'édito

Pages 2 et 3 : Combattre syndicalement les idées d'extrême droite

Page 4 : D'un rendez-vous salarial bafoué aux menaces contre les statuts et les carrières

Ce bulletin vous a été envoyé grâce au fichier informatique de la FSU 84. Conformément à la loi du 08/01/1978, vous pouvez y avoir accès ou faire effacer les informations vous concernant en vous adressant à la FSU Vaucluse.

L'édito : Jamais finie

Accord le 9 mars dernier pour une hausse des salaires des fonctionnaires, entre 6,1 et 8,8 %, étalée sur 3 ans. Accord le 18 avril, pour une hausse de 7,5 % cette fois (sur 3 ans aussi) et même de 10 % pour les nouveaux recrutés. Cela s'est passé respectivement en Espagne, puis en Allemagne. En Allemagne, où il y eut plusieurs grèves « d'avertissement » du syndicat des services Verdi.

Alors qu'en France le gouvernement Macron a reporté les revalorisations, limitées mais significatives, obtenues dans le cadre de l'accord « PPCR » et que le point d'indice a été gelé, de nouveau...

Il est vrai qu'en France, le caractère de plus en plus présidentiel du régime permet davantage au pouvoir exécutif de s'isoler, y compris de sanctions électorales sérieuses, et de gouverner contre les attentes, les revendications et les pressions sociales. À l'époque de la cohabitation Chirac-Jospin (1997-2002), la réforme du quinquennat, empêchant l'éventualité d'une cohabitation justement, tout comme l'inversion du calendrier électoral (l'élection présidentielle avant les élections législatives), assurant toujours plus la prééminence du Président sur le pouvoir législatif, ont été décisives pour cette (mauvaise) évolution.

Mais il est vrai aussi que les rapports de force n'ont pas

permis de faire plier les gouvernements. Car cela est toujours possible. Le mouvement social au sein de la SNCF, qui n'est pas terminé, a déjà fait reculer l'Exécutif, de façon partielle certes, mais indéniable. Même si les discours médiatiques dominants n'insistent guère sur cet aspect, la reprise de l'essentiel de la dette de la SNCF par l'Etat (dette dont il est responsable) ou le maintien du caractère public de l'entreprise, n'ont été obtenus que par les grèves (souvent majoritaires chez les personnels roulants), non par une bonne volonté retrouvée de la part du gouvernement.

Dans la fonction publique, les grèves et les manifestations de 2017-2018 (10 octobre, 22 mars et 22 mai) ont été bien plus fortes que celles des années précédentes. Pas (encore) assez pour faire reculer le gouvernement. Mais l'histoire du mouvement social n'est pas une histoire de succès faciles, de victoires assurées, de bonheur permanent. La mémoire ne retient souvent que les grands épisodes (1936, 1968, 1995...).

Il ne faut pas oublier qu'ils s'inscrivent souvent dans des périodes de conflictualité de plus long terme et que les rapports de force se construisent aussi dans la durée, comme ils peuvent s'inverser soudainement. L'histoire n'est jamais finie.

Sylvain Bartet, secrétaire départemental de la FSU

Journée de formation CGT-FSU-Solidaires du 10 avril 2018, à Bollène : « Combattre syndicalement les idées d'extrême droite. »

Comment agir face aux politiques et aux pratiques locales de l'extrême droite ?

Une soixantaine de militant.e.s se sont réuni.e.s pour cette journée de formation et de débats, organisé par l'Observatoire intersyndical départemental des politiques et des pratiques municipales d'extrême droite, CGT-FSU-Solidaires. Proposée par des militant.e.s CGT et FSU de Bollène, son but était de confronter les analyses et les réflexions, ainsi que les expériences de terrain, afin d'approfondir l'action syndicale locale, face à l'extrême droite, dont la prégnance est particulièrement forte dans le Vaucluse, avec le FN et la Ligue du Sud (cf. <https://fsu84.fsu.fr/observatoire-des-municipalites-dextreme-droite/>).

En outre, du local au global, une vague de fond semble porter les partis et les idées d'extrême droite, avec pour traits communs la xénophobie et la remise en cause des droits humains les plus fondamentaux.

Un électorat FN hétérogène

La journée a commencé par un exposé de Christèle Marchand-Lagier, maîtresse de conférences en sciences politiques, sur le vote et l'électorat FN. Fondés sur des entretiens avec des électeurs du FN du Vaucluse, ses travaux permettent de mieux comprendre leurs motivations. Étant entendu selon elle, que les électors du FN et de la Ligue du Sud sont les mêmes.

Elle insiste sur l'hétérogénéité sociale de cet électorat dans le Vaucluse, même si le FN joue particulièrement sur l'impression de déclassement et tente davantage des électors « intermédiaires », qui se sentent distants des « élites », mais aussi de ceux considérés comme « assistés ». Elle montre que le vote FN dans le département, est à la fois ancré et versatile : il repose, pour l'essentiel, sur un électorat passant de la droite à l'extrême droite selon les scrutins. Et si le problème du racisme existe au sein de cet électorat, il existe aussi dans d'autres et ne peut être le seul facteur d'explication.

C. Marchand-Lagier soulève plus généralement la question de la banalisation des idées d'extrême droite et des « verrous moraux qui sautent les uns après les autres », qui empêchent le vote FN quand ils tiennent.

Elle distingue alors 3 profils d'électeurs. Les « historiques », souvent les plus âgés, sont les plus fidèles et les plus « idéologiques » ; leurs héritages, divers, sont représentatifs du fond politique de l'extrême droite (pétainistes,

nostalgiques de l'Algérie française, catholiques ultra conservateurs...). Les électeurs de droite, qui votent de plus en plus souvent pour l'extrême droite, vue comme la « vraie » droite, sensibles aux discours contre les « immigrés » et contre « l'assistanat », sont plutôt issus des classes moyennes. Enfin « les primo votants » constituent l'électorat le plus jeune, ayant peu de culture politique et historique, ne connaissant pas le projet social du FN ; ils voient dans le FN un choix anti-système, mais votent pour lui sans illusion (avec l'impression que la politique ne peut de toute façon pas changer leur vie).

De l'exposé, on peut retenir plus

globalement deux autres idées importantes. Tout d'abord, le vote d'extrême droite, pour une large part, n'est pas structuré idéologiquement. Par ailleurs, le niveau d'abstention reste un enjeu fondamental, au-delà même de ce vote. Ce qui laisse la possibilité d'agir, en assumant un discours progressiste, sur les cœurs et les esprits de nombreux salarié.e.s et citoyen.ne.s, tenté.e.s par le vote FN mais aussi par une démobilisation face à lui.

Un enjeu syndical particulier ou particulièrement syndical ?

La nécessité et la dimension syndicales du combat contre



**BARRONS LA ROUTE AU FN !
BATTONS-NOUS POUR
LES SERVICES PUBLICS**



l'extrême droite ressortent ensuite des réflexions et des débats entre participants.

En premier lieu, on insiste sur le fait que la dissolution des collectifs favorise l'enracinement de l'extrême droite et que cette dissolution est en grande partie liée à la déstructuration du marché du Travail, à la « culture » du management et à l'intériorisation de la concurrence entre individus. Plus les individus seraient isolés, moins ils penseraient que le collectif est la solution et plus ils seraient tentés par les discours de repli et de rejet de l'autre. Or, le syndicalisme est précisément au cœur de cette lutte pour retrouver des cadres collectifs et positifs d'action, pour obtenir des acquis pour tous.

La banalisation des idées d'extrême droite, leur diffusion au-delà de l'électorat FN, la « lepénisation » des esprits, constituent une préoccupation majeure, du point de vue syndical. Certains font le constat, localement, d'une parole raciste, xénophobe, islamophobe, etc. libérée au quotidien. Face à cette banalisation, ne pas se taire, mais s'inscrire dans un effort indispensable d'éducation, fait partie intégrante des missions d'un syndicalisme progressiste et porteur de transformation sociale.

C'est aussi la question de la politisation qui est posée, à rebours de cette banalisation et de ce vote FN peu structuré idéologiquement. Non pas pour que le syndicalisme soit à la remorque de partis politiques, mais pour entendre le terme au sens le plus large, celui de projet de société, de rapport au collectif et à une citoyenneté politique et sociale. Gérard Perrier, enseignant à la retraite et ancien militant FSU à Vitrolles, qui avait été au cœur du combat contre la Mairie FN du couple Mégret (de 1997 à 2002), exprime, par exemple, « la nécessité de penser une alternative politique, pas avec des programmes mais avec des pratiques ». Le syndicalisme de transformation sociale n'a-t-il pas justement vocation à s'inscrire, à la fois, dans la recherche d'alternatives économiques et sociales et dans les actions et les luttes concrètes au sein du salariat ?

Ne pas se taire, ne pas laisser faire

Les expériences et les témoignages divers ont approfondi le suivi des Mairies d'extrême droite (FN ou Ligue du Sud), de leurs aspects anti-sociaux, discriminatoires, hostiles à l'Education Nationale et aux services publics, de leurs pratiques de management, parmi les pires, à l'égard des personnels territoriaux.

Il est apparu également que des réactions et des mobilisations locales étaient nécessaires et possibles, afin de remobiliser salarié.e.s et citoyen.ne.s face à de telles politiques, pour les contrecarrer.

Cela a été le cas, à Bollène, concernant le projet de vente, par la Mairie Ligue du Sud, du stade municipal des Tamaris, dernier équipement public important d'un quartier populaire, utilisé par les habitants et par les écoles primaires. Après plusieurs mobilisations (de l'automne 2016 à l'hiver 2017), impulsées par des collectifs d'habitant.e.s ou par les organisations syndicales CGT et FSU, la vente du stade a été repoussée, une association du quartier propose maintenant d'y faire revivre un club de football et les écoles ont obtenu l'aménagement d'un petit terrain de sport nouveau.

Au Pontet, après la décision brutale du Maire FN (en juin 2015) de supprimer les primes de fin d'année des agents territoriaux de la commune et face à son refus de négocier malgré leurs actions, une soixantaine d'agents n'ont pas baissé les bras, engageant une procédure au tribunal administratif de Nîmes.

La rencontre du 10 avril a démontré à quel point la lutte contre les idées et les pratiques de l'extrême droite, nécessitait une vigilance de tous les instants et, en même temps, un travail de long terme, y compris de petits pas. Travail au cœur de la nécessité globale et incontournable pour le syndicalisme, de recréer du collectif.

De leur point de vue syndical, les organisations CGT-FSU-Solidaires se sont engagées à poursuivre et amplifier leurs efforts conjoints en ce sens, à travers des campagnes d'informations régulières, la tenue de nouvelles réunions de leur Observatoire, dans d'autres communes du département, et le développement d'actions locales, recréant des liens sociaux et des capacités de luttes.

D'un rendez-vous salarial bafoué aux menaces contre les statuts et les carrières Les revendications pour la Fonction publique restent entières

Après celle du 10 octobre 2017, deux autres journées unitaires de grève ont eu lieu dans la fonction publique le 22 mars puis le 22 mai dernier. Pour la revalorisation, la défense des statuts, de l'emploi et des conditions de travail, les mobilisations ont été bien supérieures, dans la fonction publique, à celles des années précédentes. Mais elles n'ont pas encore été assez fortes pour faire reculer l'Exécutif dans sa politique anti-fonctionnaires. Le rendez-vous salarial du 18 juin, bafoué par le gouvernement, portait aussi la marque de cette politique.

Les services publics et les fonctionnaires dans la ligne de mire

Les dernières manifestations de la Fonction publique ont été importantes, même si celles du 22 mai étaient moins fournies. À Avignon, ce sont près de 5.000 personnes le 22 mars, puis plus de 2.000 encore, le 22 mai (autant que le 10 octobre 2017), qui ont défilé. Des taux de grévistes significatifs ont été atteints dans plusieurs secteurs (environ 30 % dans l'Education, par exemple), sans être majoritaires cependant.

Les services publics et les fonctionnaires sont, comme les droits du Travail, comme la SNCF, comme les Retraites et la protection sociale, dans la ligne de mire du Président et de son gouvernement. Pendant que des politiques de cadeaux fiscaux pour les plus riches, pour le patrimoine financier, pour les « entreprises » (comme on dit) se déploient.

Sous le vernis d'un discours moderniste, les mesures anti-fonctionnaires les plus rétrogrades se sont multipliées : jour de carence ; dégradation salariale, avec le gel du point d'indice et le « report » des mesures de revalorisation du protocole « PPCR » ; objectif de suppression de 120.000 postes...

Revalorisation, défense des statuts et des organismes consultatifs : même combat

La FSU avait soutenu les mesures de revalorisation « PPCR »¹, obtenues par la négociation face au précédent gouvernement « Hollande », ainsi que le principe d'un rendez-vous salarial annuel, comme un temps important du dialogue social où devait se discuter la question de la reconnaissance du travail des agent.es. La FSU a largement contribué (en s'appuyant sur les mobilisations d'octobre et de mars) à ce que ce rendez-vous soit avancé et se tienne le 18 juin dernier, au moment où il était encore possible dans le calendrier budgétaire de décider de mesures de revalorisation et d'assumer la volonté politique de les financer.

Mais l'actuel gouvernement est resté sourd aux revendications et aux attentes légitimes des personnels. Le secrétaire d'Etat chargé de la Fonction publique, Olivier Dussopt, a confirmé le gel de la valeur du point d'indice pour 2019. Il a certes annoncé la reprise des mesures PPCR au 1^{er} janvier 2019. Mais les autres annonces, comme des revalorisations de frais de missions, sont restées bien minces et ne sont pas des mesures salariales. Dans ces conditions, sur proposition de la FSU, les 8 organisations syndicales représentées ont quitté la séance.

1 Parcours professionnels, carrières et rémunérations.

Concernant les statuts et les carrières des agent.es, le gouvernement avait en outre présenté, fin mai, aux organisations syndicales représentatives, ni plus ni moins qu'un projet de « suppression du paritarisme » afin de faciliter une « déconcentration managériale » de la Fonction publique.

Pour défendre les statuts, les droits et les garanties de carrière des agent.es, la FSU a lancé une pétition « Pas touche aux CAP et CHSCT »² (cf. site national ou départemental FSU : fsu84.fsu.fr)

Les revendications restent donc entières pour la FSU. Comme reste entière la nécessité de se rassembler et de se battre pour défendre les statuts et les missions et pour reconnaître le travail des agent.e.s des services publics.

Il faudrait, pour de meilleurs services publics, partir des besoins sociaux et économiques, des besoins des usagers comme des agents, non des dogmes néolibéraux et asutéritaires.

C'est toute une conception de l'intérêt général, de l'Etat social, des droits des citoyens (en tant qu'usagers), du progrès social, qui est en jeu. La vraie modernité, elle est là. La Fonction publique devrait bien être considérée comme une idée d'avenir.³



- 2 Commissions administratives paritaires et Comité d'hygiène de sécurité et des conditions de travail.
- 3 Titre de la pétition initiée par Gérard Aschieri, ancien secrétaire général de la FSU : cf. site national ou départemental FSU (fsu84.fsu.fr)